

PAUVRETÉ RURALE ET ÉCONOMIE DE MARCHÉ :

LE CAS DE MARRERREY *

Michele CASSANO

INTRODUCTION

Les données et les conclusions exposées dans cet article sont le résultat d'une enquête faite dans le village de Marerrey, à quelque 40 km de Mogadiscio, entre 1987 et 1990. Bien qu'il ne soit pas dans mes intentions d'appesantir outre mesure l'exposé, il m'est pourtant nécessaire de fournir quelques indications générales afin d'éclaircir les caractéristiques socio-économiques du village.

Marerrey se trouve le long du cours du Scebelli, et son économie est principalement agricole, c'est-à-dire qu'une grande majorité de la population tire des produits de la terre ses moyens de subsistance.

*. -Ce travail est né dans le cadre d'un rapport institutionnel entre l'enseignement d'Anthropologie culturelle de l'Université de Sienne et le Département des sciences du Langage de l'Université nationale de Somalie. La recherche a été rendue possible grâce aux financements du Ministère de l'Instruction Publique Italien, de l'Université de Sienne et de la chaire de Géographie de la faculté des Lettres et de Philosophie de l'Université de Sienne. Avant tout, je voudrais remercier le Professeur Massimo Squillaccioti qui a coordonné en Italie et en Somalie tout le programme à l'intérieur duquel se plaçait ma recherche ; le Professeur M. Ciise Siyad de l'Université Nationale Somalienne qui a rendu la recherche matériellement possible, et qui, avec son infatigable enseignement m'a rendu moins obscurs bien des aspects de la culture somalienne ; le Professeur Bruno Vecchio de l'Université de Sienne pour m'avoir aidé à établir le travail et mis à disposition une partie considérable des fonds de recherche. Je voudrais aussi remercier mon interprète Abdulkadir A. Ibrahim, qui, en tant que linguiste et connaisseur du monde rural somalien, m'a guidé tout au long de mes séjours en Somalie, et enfin tous les habitants de Marerrey qui ont supporté mes questions pendant des mois, sans comprendre pourquoi cela leur arrivait.

L'élevage du bétail, bien qu'étant présent, n'est pas un élément majeur du revenu domestique : beaucoup de familles possèdent des vaches généralement confiées pour le pâturage et le soin à des nomades qui stationnent dans la zone et qui sont rétribués annuellement en argent. Si l'on exclut la consommation du lait d'une vache que les familles tiennent toujours près d'elles, la possession du bétail se justifie dans les termes suivants : 1) c'est une forme d'investissement et une réserve de valeur. Les familles qui ont réussi à accumuler des économies au cours des années tendent à les investir dans l'acquisition de veaux et de vaches. Ainsi, durant les années de crise, le bétail peut être revendu ; 2) elle permet aussi d'acquérir un statut qui les met au même niveau que leurs voisins nomades. Si l'on exclut ces fonctions, le bétail n'a pas une importance spécifique dans l'économie domestique quotidienne. Les produits du bétail, tels la viande et le lait sont consommés par les familles mais ne représentent pas un "objectif de production" pour les agriculteurs.

Dans la région, il y a de nombreuses exploitations agricoles bien irriguées qui produisent des fruits pour le marché urbain et international, et emploient des salariés tout au long de l'année. Comme partout dans le Bénadir, les exploitations capitalistes occupent la bande de terre le long du fleuve, obligeant les paysans à se transférer vers l'intérieur des terres beaucoup moins fertiles. Par contre, le modèle de production caractéristique des groupes familiaux est surtout orienté vers la consommation personnelle¹, avec un recours au marché du travail (en tant qu'acquéreurs) qui dépend seulement des besoins journaliers des familles. Les deux modèles de production sont devenus réciproquement indispensables, bien que n'étant pas du tout en équilibre. Les dépenses monétaires des familles paysannes sont, en bonne part, rendues possibles grâce au travail salarié dans les exploitations agricoles ; inversement, ces dernières ne pourraient survivre sans cette force de travail journalièrement disponible que sont les familles paysannes. D'autre part, l'interaction entre les deux sphères de production économique est totalement précaire : comme l'a soutenu V. L. Cassanelli², la difficulté de trouver la main d'œuvre pour les plantations remonte au début de la colonisation

-
1. La production agricole paysanne se fait quasiment à sec, c'est-à-dire sans utiliser l'irrigation.
 2. V. L. Cassanelli, *The End of Slavery and the "Problem" of Farm Labour in Colonial Somalia*, in A. Puglielli (ed.) *"Third International Congress of Somali Studies, Il pensiero Scientifico editore, Roma, 1988, pag. 269-282.*

italienne et réside dans la préférence des agriculteurs à une production économique traditionnelle.

Un autre élément important pour définir l'actuelle situation socio-économique de la zone est constitué par la guerre en cours. Suite à l'insécurité dans la plus grande partie du pays, un grand nombre de réfugiés provenant même de l'extrême nord se sont déversés dans la région. En trois ans, la population de Marerrey est passée de 1500 unités aux 2000 habitants actuels, avec des conséquences aussi bien politiques qu'économiques : 1) la première conséquence évidente consiste en la perte de pouvoir concret de l'autorité traditionnelle du village, 2) la seconde est l'augmentation de l'offre de travail agricole contribuant à en diminuer le prix. L'effet de cette immigration sur le salaire moyen journalier est une donnée essentielle, puisqu'il influence fortement le niveau de vie des groupes domestiques.

LE SUUQ

Le marché de Marerrey, avec ses 40 à 50 vendeurs présents quotidiennement, est le plus grand des villages de la zone. C'est un point de repère important pour cette population puisqu'à travers la disponibilité des marchandises et leur niveau relatif des prix, il est possible d'avoir toutes les informations nécessaires concernant les prévisions sur les futures récoltes, et de déterminer ainsi le niveau des "réserves" encore disponibles dans le *Bakar*. D'un point de vue économique, le *Suuq* de Marerrey est un marché "local" parce que les influences "exogènes" sur le niveau de l'offre et de la demande sont sporadiques et occasionnelles, même si elles ont une certaine importance. Par exemple, en mai 1990, suite au débordement du Giuba qui a détruit les cultures de tomates le prix de ces dernières a été multiplié par dix environ. Cela s'est immédiatement répercuté sur le marché de Marerrey parce que les tomates qui y sont vendues ne sont presque jamais produites sur place. Pour de nombreux autres produits alimentaires, tels le maïs, le sorgho et les fruits, les influences sur le prix, à court terme, sont irrégulières, alors qu'à long terme, elles dépendent, comme d'ailleurs pour toute la Somalie, de la fortune du temps.

Le relatif isolement du marché local du marché national et régional peut aussi se déduire des différences de prix qu'une même marchandise peut prendre sur les marchés de Afgoy et Mogadiscio : le même jour, un *suis* de maïs, en tenant compte des variations locales

de l'unité de mesure³, peut coûter 300 shilling à Marerrey, 350 à Afgoy et 500 à Mogadiscio. Une variabilité qui démontre à quel point la réalisation d'un marché national homogène est encore lointaine.

Une autre des caractéristiques importantes du fonctionnement du *Suuq* consiste en la pulvérisation de l'offre et de la demande : les vendeurs arrivent au marché de Marerrey avec une quantité de biens insuffisante pour orienter, à elle seule, le prix de ce même bien ; d'autre part, en excluant quelques rares cas, il n'existe pas non plus d'acheteurs, qui, par leur demande, réussissent à influencer le prix du bien en question. En d'autres termes, il n'existe pas, ni du côté de la demande ni du côté de l'offre, des situations de monopole ou de monopsonne qui conditionnent le niveau des prix des marchandises échangeables.

Contrairement à ce qui se passait il y quelques années, lorsque des formes de troc étaient encore présentes (surtout pour frauder les contributions), maintenant toutes les opérations de vente et d'achat se passent en argent comptant, et les acheteurs, favorisés par l'étendue limitée du marché, réussissent à contrôler tous les prix des marchandises, empêchant ainsi les différences d'un vendeur à l'autre.

Les caractéristiques économiques auxquelles j'ai fait allusion plus haut, c'est-à-dire la faible influence des facteurs "exogènes" dans la détermination des prix des marchandises, la fragmentation de l'offre et de la demande, l'uniformité la qualité des biens et "l'information" totale sur les prix pratiques, rendent le *Suuq* de Marerrey en grande partie fidèle aux conditions du "marché concurrentiel" exposé dans les manuels d'économie d'inspiration classique⁴. D'un côté, cela peut être surprenant puisqu'il représente un laboratoire, une situation qui a disparu en Europe depuis au moins un siècle ; de l'autre, à l'inverse, c'est la source d'un appauvrissement progressif des agriculteurs, contrairement à ce que peuvent soutenir les partisans du libre marché à tout prix, concurrence et pauvreté rurale sont étroitement liées, spécialement lorsque les agriculteurs ne peuvent pas maîtriser la variable fondamentale : la valeur de la monnaie.

Il est nécessaire de préciser quelques points à propos des facteurs influençant le marché, à savoir : les vendeurs et les acheteurs.

3. Sur le marché de Marerrey, un sus de maïs équivaut à 1250 grammes environ.

4. D. Cavalieri, *Corso di Economia Politica*, vol. 1, Giuffrè Editore, Milano, 1985, pag. 249-258.

Considérons les premiers : ce sont presque tous des femmes qui agissent indépendamment ou pour le compte des familles ; il est possible de les subdiviser en deux grandes catégories :

- vendeuses et vendeurs irréguliers qui proviennent soit de Marerrey soit des villages voisins, et quelque fois de Afgoy. Ils vendent presque toujours des petites quantités de denrées alimentaires tels le sorgho, le maïs, les fruits, parfois de la viande, du beurre, du lait ou des légumes, de production personnelle ou bien provenant des greniers (*Bakar*) de leur famille. Leur présence n'est pas constante, c'est-à-dire qu'ils vendent seulement lorsqu'ils peuvent disposer de quelques excédents, ou bien lorsque la propre famille décide de vendre une part des réserves, ou encore quand ils ont besoin d'argent liquide.

- commerçants "professionnels" qui peuvent être considérés comme les véritables médiateurs entre le marché et l'unité de production. Ils/elles parcourent les villages, rassemblent parmi les familles disposées à vendre des quantités variables de maïs, sorgho, haricots, sésame et autres denrées et les transportent sur les marchés de la région même (et rarement à Mogadiscio) ce qui leur permet de réaliser un profit majeur. En principe le commerçant négocie avec le paysan un prix de vente qui doit être plus ou moins respecté et duquel le commerçant retire un gain d'environ 10 %. Si le prix réalisé est différent de celui qui a été déterminé, le profit ou la perte sont partagés en deux. En d'autres termes le "risque" est distribué entre le commerçant et le paysan. A Marerrey, il y a seulement une quinzaine de commerçants "professionnels" mais leur "turn-over" est très élevé⁵. En effet, leur fortune dépend de la capacité d'observer les prix des produits sur les marchés de toute la région, de prévoir l'intensité des oscillations et de déterminer le village où la vente sera la plus fructueuse ; néanmoins la marge d'incertitude reste quand même très élevée.

Par contre, l'influence des acheteurs est beaucoup plus complexe. La fréquence à laquelle les familles s'adressent au "marché", c'est-à-dire se rendent au *Suuq* pour acheter des aliments dépend de variables aussi bien sociologiques qu'économiques. A partir des données recueillies lors de mes séjours au village en 1987 et en 1990, je crois pouvoir affirmer que les fortunes économiques des groupes familiaux varient en fonction de leur cycle de développement, suivant

5. Les commerçants ne sont rarement à plein temps ; au contraire ils exercent souvent cette profession en même temps que celle d'agriculteur.

dans ses grandes lignes, le modèle élaboré par Chayanov ⁶. Les familles produisent à une intensité qui varie selon leur propre extension démographique :

1) au début du cycle domestique, la famille, qui en général est nucléaire, produit une quantité de denrées à peine suffisante pour ses propres besoins ; elle devient déficitaire lorsque les récoltes subissent les dégâts de la sécheresse ou d'une mauvaise année. Ceux-ci sont les groupes familiaux qui ont le plus fréquemment recours au marché du travail et au *suuq* ;

2) l'intensité du travail et l'ampleur des terres cultivées augmentent progressivement lorsque croît la capacité de travail du groupe, jusqu'à atteindre son niveau le plus haut lorsque la famille arrive à son extension maximale, ou bien quand elle devient polynucléaire englobant les parents encore actifs et les frères mariés avec des enfants. Cette structure familiale produit des excédents qui sont en partie stockés et en partie mis sur le marché. Ces familles se rendent au *suuq* en tant qu'acheteuses seulement pour se procurer des biens qu'elles ne produisent pas, telle la viande.

En d'autres termes, selon leur âge, les groupes domestiques peuvent se trouver des deux côtés opposés du marché, en tant qu'acheteurs ou en tant que vendeurs.

MARCHANDISES ET SYSTÈME DES PRIX

Pour cette partie, je considérerai seulement les marchandises qui interviennent directement dans la structure de la consommation familiale. Les typologies des biens achetables par les familles sont au nombre de deux :

- biens alimentaires et non alimentaires dont les prix ne sont pas établis sur le marché de Marerrey, mais qui sont déterminés soit par décisions gouvernementales, soit par les prix sur les marchés internationaux. A cette catégorie appartiennent le sucre (très important dans la consommation domestique), les spaghetti, le riz, le pétrole lampant, les détergents, les piles pour la radio etc. Ces biens se trouvent rarement au *Suuq* mais ils peuvent être achetés dans les six magasins (*dukaanki*) du village.

- les biens alimentaires tels le maïs, le sorgho, le sésame, les tomates, la viande, les fruits etc., produits à l'intérieur et à

6. A. V. Chayanov, *The Theory of Peasant Economy*, Manchester University Press, Manchester, 1990.

l'extérieur du village, mais dont le prix est déterminé sur le marché de Marerrey, suivant les cours saisonniers et sur une courte période.

Les deux typologies des biens sont simultanément présentes à l'intérieur de la structure de la consommation des groupes familiaux, et les cours différentiels de leurs prix constituent la base de la paupérisation progressive des noyaux des agriculteurs. La discriminante fondamentale consiste dans les divers degrés de couverture que les biens ont par rapport à l'inflation. Si comme indice d'inflation brut l'on considère le rapport du change liras italiennes/shilling on voit que celui-ci, au cours des quatre dernières années a dévalué environ 15 fois, et de mai 1988 à mai 1990 7 fois, avec un taux approximatif d'inflation pour ces 2 années estimé à au moins 500 %⁷. Par rapport à ce cours de l'inflation linéaire et progressif, seuls les biens aux prix "administrés" ont maintenu le même cours sur une longue période : le sucre blanc, produit dans la sucrerie de l'état de Joar, est passé de 450 à 2000 sh. en deux ans, les spaghetti de 150 à 750 sh., un verre de pétrole lampant de 5 à 100 sh. ; un sachet de détergent OMO de 25 à 30 sh. La performance de ces prix est considérable : on passe d'un accroissement minimal de 450 % pour le sucre à 2000 % pour le verre de pétrole. Il faut souligner que les courbes sont constamment orientées vers le haut, sans indiquer de chutes.

L'évolution des prix des denrées agricoles produites à Marerrey est plus complexe. Ces prix sont déterminés selon les facteurs classiques du marché : les mouvements saisonniers de la production, c'est-à-dire l'offre, la demande à la consommation et les attentes sur les productions futures, ces dernières déterminant l'étendue des réserves.

Plus analytiquement :

- le prix de ces biens suit le mouvement saisonnier classique des productions agricoles : tout de suite après la récolte il se trouve à son niveau le plus bas, pour augmenter ensuite tout au long de l'année. Par exemple, le prix d'un *sus* de maïs pendant le *Gù* de 1988 était de 300 sh., puis il a augmenté durant le reste de l'année jusqu'à atteindre un maximum lors de la saison sèche du *Gilal* (450 sh.), il est redescendu durant le *Gù* à 350 sh. (soit + 15 % par rapport au *Gù*

7. Je suis conscient de me servir d'un paramètre très imprévu, mais la faible crédibilité des statistiques gouvernementales et le fait qu'au cours des deux dernières années l'inflation a été tout à fait sous-estimée, m'ont obligé à utiliser les taux de change, qui, à l'inverse, sont un indice assez précis des mouvements de l'inflation.

Pour ce qui est du "travail", j'en ai déjà parlé : sa demande est presque constante et seule l'offre varie selon le travail agricole des groupes familiaux. Pendant le Gù son prix augmente avec le début de la préparation des terrains (*arraghedi*). En cette période, chaque variation de la demande se répercute immédiatement sur le prix : le 19 mai 1990 une exploitation agricole avait besoin de cueillir rapidement des agrumes employant le plus grand nombre de personnes possible et offrant une paye supérieure de 500 sh. par rapport à celle pratiquée en cette période. La nouvelle se répandit rapidement et contraignit les autres exploitations à pratiquer le même tarif pour ne pas voir fuir tous les ouvriers agricoles. Le prix retourna à la normale seulement deux jours plus tard ;

- la seconde tendance concerne les marchandises dont le prix est déterminé quotidiennement par la demande et l'offre : le bois, le maïs et le sorgho.

Périodiquement, le bois est cherché et porté au village par une dizaine de ramasseurs qui agissent indépendamment les uns des autres. Lorsqu'ils en ont ramassé suffisamment dans les fourrés, ils le portent au village ; ainsi il peut se créer des situations où la quantité de bois à vendre est déficitaire certains jours et excédentaire le lendemain, ce qui se répercute immédiatement sur le prix de marché. Par exemple, entre le 16 et le 19 mai, son prix augmente de 300 %.

Les automatismes du marché agissent dans leur forme "pure" dans la détermination du prix du maïs, le bien principal de l'économie rurale qui est récolté à la fin de la saison du Gù. Le fait que les quantités offertes sur le marché varient en fonction des attentes sur la récolte future est très importante. Il est possible de comparer le mouvement des attentes et leur influence sur le prix de vente d'un *sus* de maïs avec la fréquence des pluies.

Au début du relevé, le 12 mai, les prévisions de la récolte future étaient positives. Il y avait déjà eu quelques pluies, même assez fortes, et le maïs semé avait grandi d'une vingtaine de centimètres. Les "vraies" pluies auraient dû arriver quelques jours plus tard, et ainsi la saison s'annonçait positive. Le prix d'un *sus* de maïs, qui pendant la saison du Gilal coûtait 750 sh. était réduit de moitié, baissant à 300 sh. Mais les jours passaient et les pluies si bien annoncées n'arrivaient pas et celles qui tombaient de temps en temps n'étaient pas du tout suffisantes pour continuer le cycle végétatif de la plante. Après quelques oscillations initiales, le prix monta en flèche suivant du même pas le mouvement du baromètre : plus les pluies se faisaient attendre, plus les prévisions empiraient et plus le

prix augmentait. À la fin du mois du relèvement, les prévisions sur la récolte étaient noires et le prix avait plus que triplé, atteignant le niveau de 1000 sh. Il faut noter que le sorgho qui est récolté durant le Dayn, suit dans les grandes lignes, le même cours que le maïs dont il est un succédané.

Mais les conditions atmosphériques agissent non seulement indirectement sur le niveau des prix du maïs mais aussi directement sur le niveau des stocks comme je l'ai déjà dit au début, les familles qui se trouvent au sommet de leur extension démographique peuvent produire des excédents par rapport à leurs besoins réels, excédents qu'ils essaient de vendre sur le marché afin d'obtenir de l'argent. Au début de la nouvelle saison du Gù, les stocks — pouvant être reconstitués grâce à la nouvelle récolte — sont cédés graduellement mais l'intensité à laquelle cela se passe dépend des pluies. S'il pleut beaucoup, le travail autour des *Bakar* devient frénétique, le maïs est confié aux commerçants qui le portent sur le marché, soit à Marerrey, soit ailleurs.

Les pluies agissent donc sur le niveau des stocks et ces derniers sur les prix du marché. Le comportement économique des familles n'est tout de même pas "maximalisant" : mes informateurs sont d'accord pour soutenir que le niveau optimal des stocks doit couvrir, du moins en théorie, les besoins de consommation d'une année, mais un tel niveau n'est pas toujours maintenu. Il existe des besoins en argent croissants qui érodent, généralement en les réduisant, le niveau des stocks. Le comportement ne peut même pas être "maximalisant" en employant une rationalité calculatrice, puisque la variable fondamentale, la valeur de l'argent, dépend d'une autorité externe : l'État.

PRODUCTION, CONSOMMATION ET REVENU MONÉTAIRE

Nous venons de voir comment les prévisions sur la récolte règlent l'afflux des excédents sur le marché. J'ai déjà souligné le fait que ces derniers ne sont pas produits uniformément, mais seulement par les familles les plus nombreuses et les plus vieilles sur le plan démographique. Naturellement ces calculs sont indicatifs, n'étant pas basés sur une moyenne statistique, mais seulement sur les données concernant trois groupes familiaux qui ne constituent absolument pas un échantillon représentatif. Les valeurs de la récolte du maïs se réfèrent à 1989, une année jugée par tous comme "normale", à tel point que les rendements se placent entièrement à l'intérieur des valeurs

moyennes de la production de la Somalie, entre 7,5 et 10 quintaux par hectare ⁹. Les deux aspects les plus importants qui ressortent sont :

- avec l'augmentation de la capacité de travail, la superficie mise en culture croît, et la quantité de maïs disponible pour chaque consommateur entier ¹⁰ augmente ;

- si l'on suppose que l'estimation des besoins annuels en maïs à 250 kg environ par consommateur est correcte, tous les groupes de production résolvent le problème de la subsistance, quoique le degré ne soit pas le même. Pourtant elles affrontent le problème des stocks de manière différente. La famille nucléaire dépasse la production de subsistance d'environ 50 %, mais ses stocks accusent un déficit de 50 %. La famille étendue atteint presque une situation d'équilibre : le déficit des stocks est seulement de 25 %. Enfin, la famille polynucéaire dispose d'une grande quantité d'excédents qu'elle peut introduire sur le marché (+ 170 %). Du point de vue analytique, la prévision de l'approvisionnement des stocks pourrait être compliquée, tout d'abord parce que les productions ne sont pas uniformes dans le temps et dans l'espace, et ensuite parce que les familles peuvent ne pas devoir reconstituer tous les ans la même quantité de stock. Si l'année précédente, il y a eu la sécheresse, alors il est fort probable que les stocks soient épuisés ; il est aussi possible que la famille ne soit pas du tout dans l'obligation de rétablir le niveau des stocks.

Dans un même temps, il est fondamental de souligner qu'une partie de la population, formée par les jeunes familles ou par celles qui sont démographiquement plus restreintes, est plus sujette aux crises économiques. Leur capacité à rétablir les stocks est limitée par la faible capacité de travail du noyau, et cela les rend clients potentiels du marché de Marderrey. A l'inverse, les familles les plus nombreuses déterminent l'offre en maïs opérant au niveau des excédents. En définitive, il s'agit d'un circuit commercial qui se base sur les caractéristiques sociologiques du potentiel productif de la société du village.

9. Adriano Varotti, *Il Circolo del maïs nell' Economia Somala*, Gangemi Editore, Roma, 1989, pag. 135.

10. Très approximativement, les consommateurs ont été classés en deux catégories : a) hommes/femmes dont l'âge est supérieur à 10 ans = 1. b) des enfants dont l'âge est inférieur à 10 ans = 0,5. Par exemple, une famille composée d'un homme et d'une femme de 30 ans chacun et de 2 enfants de 4 et 5 ans composent un groupe de 3 consommateurs (1+1+0,5+0,5).

La structure des consommations du noyau familial, bien qu'étant encore entièrement basée sur ce que le groupe produit de manière autonomes, a subi au cours de ces dix dernières années des transformations assez nettes. Des biens procurables seulement grâce à la monnaie sont devenus une part constitutive de la consommation quotidienne. Cependant, des échanges à travers l'utilisation de la monnaie ne sont pas des éléments de "modernisation", ils existaient dans la région du Bénadir depuis un siècle au moins. Ce qui diffère, c'est le contexte social dans lequel l'échange commercial se réalise : alors qu'au début du siècle, l'argent servait uniquement à acheter des biens de prestige et n'avait donc aucune répercussion directe sur la structure de la consommation familiale, aujourd'hui l'argent est devenu indispensable pour acquérir une part importante de la consommation qui, précisons-le, n'est plus la même. La radio (avec les piles qui coûtent très chères), le pétrole lampant, le détergent, le sucre et tant d'autres petits éléments de consommation irrégulière (ou bien de dépense comme les impôts) qu'il n'est pas nécessaire de rappeler, sont présents de manière établie. Ainsi, ces biens sont partie intégrante de la consommation "normale", et sont difficilement compressibles.

Nous avons vu comment la "richesse" de la famille dépend essentiellement de la position dans le cycle de vie, ou plutôt ne dépend pas de l'accumulation des générations passées, mais seulement de son extension démographique. Maintenant, pour se procurer ces biens dont les prix sont "administrés" par le gouvernement, les familles ont à leur disposition l'alternative entre deux voies : 1) s'adresser au marché du travail salarié, et cela est très probablement une prérogative qui revient aux familles nucléaires produisant un surplus limité, 2) vendre les excédents des récoltes, et cela n'est possible que pour les familles au fait de leur extension démographique. Dans tous les cas, elles doivent s'adresser au marché et même, pour être plus précis, "aux marchés". Le marché du travail et le marché des denrées agricoles sont tous les deux des marchés concurrentiels et leurs prix ne sont pas liés aux cours de l'inflation : le premier, c'est-à-dire celui du travail, en présence d'une demande des exploitations agricoles constantes dépend du niveau de l'offre ; le second, celui du maïs, varie en fonction des attentes sur la récolte et du niveau des stocks. Les prix des biens administrés ne dépendent pas du marché local, au contraire, et leur demande est relativement inextensible, et sont donc achetés même en présence de variations importantes du prix. Les marchés locaux et la détermination gouvernementale des prix ont des cours différents et divergents.

En indexant sur 1988 les valeurs du maïs, du travail et des biens de consommation domestique dont les prix sont "administrés" ¹¹, les déductions suivantes peuvent se faire :

- les indices relatifs aux prix des trois biens sont pratiquement indépendants : 1) les prix administrés augmentent à un rythme que l'on peut définir quasi exponentiel ; 2) le prix du maïs peut soutenir la croissance de l'inflation, mais après une analyse plus attentive on se rend compte que le prix augmente lorsque l'année est mauvaise, ou lorsque les provisions tendent à s'épuiser, avec comme résultat la diminution du pouvoir d'achat dans tous les cas ; 3) le prix du travail agricole ressent fortement le flux des immigrés en se dépréciant constamment.

- le "pouvoir d'achat" des familles se réduit constamment, mais les plus touchées sont aussi les plus faibles dans leur structure, c'est-à-dire celles qui ont la plus petite capacité productive, les jeunes familles nucléaires obligées de s'adresser au marché du travail. Comme cela est visible, la différence qui s'est créée en deux ans entre le prix du travail et le prix des biens de consommation administrés est montée à 326 % : une pauvreté annoncée.

CONCLUSION

Dans un livre rendu justement célèbre pour ses thèses, Karl Polanyi ¹² affirmait en 1944 qu'une société totalement dominée par les marchés "autorégulés" ne peut pas survivre. Les tensions sociales qui s'y accumulent sont intenable à la longue et tôt ou tard l'État est contraint d'intervenir en posant des freins au libre jeu de la demande et de l'offre. Même si nous, en Occident, nous ne nous en rendons pas compte, une grande part de notre vie économique est, dans un certain sens, protégée par l'action freinante de l'état : nous trouverions intenable qu'un kilo de pain coûte 1000 liras un jour, et 5000 liras deux mois plus tard, surtout quand notre revenu reste constant. D'autre part, la dimension moyenne de notre système industriel et commer-

11. En indexant les biens de consommation "administrés", j'ai seulement considéré la consommation journalière d'une famille "type", 5 adultes et 4 enfants, en sucre (600 grammes) pétrole lampant (2 verres) et détergent (35 grammes). Pour l'indice, j'ai utilisé celui de Laspeyres : $\Sigma (P_1 Q_1 / P_0 Q_0)$

12. Karl Polanyi, *The Great Transformation*, Rinehart & Winston Inc, New York, 1944.

cial a atteint une telle envergure que la planification des prix est surtout une nécessité des entreprises, bien avant celle des consommateurs.

Tout cela est inexistant dans le village de Marerrey. Ce n'est plus une société réglée économiquement par l'autosubsistance, et c'est un changement fondamental. Pour résoudre cette intégration des consommations, les groupes familiaux sont obligés de s'adresser aux divers marchés qui sont absolument détachés les uns des autres. La demande et l'offre régissent le prix du travail et du maïs indépendamment du cours inflationniste de la monnaie, engendrant une pauvreté rurale croissante. En effet, la pauvreté n'est pas un concept qui indique une limite absolue, comme la faim qui existe de toute façon, mais une condition se basant sur la privation relative par rapport aux biens considérés "normaux". L'origine de cette pauvreté est l'État, et même, pour être plus précis, c'est l'absence de la fonction régulatrice de l'État. Les interventions régulatrices et les freins à la fluctuation des prix n'existant pas, l'État laisse empirer la situation en alimentant l'inflation. Le problème reste tout de même l'inflation : si les prévisions inflationnistes ne peuvent pas être déchargées sur les prix il est évident que le pouvoir d'achat tendra rapidement à se réduire, ce qui s'est déjà passé effectivement.

Mais dans tous les cas, ceci est un raisonnement d'*Homo Economicus*, et non pas de paysan. Emmanuel Wallerstein, parlant de la grande crise économique qui a traversé les campagnes européennes entre le XVI^e et le XVII^e siècle, remarquait comment la dévaluation de la monnaie n'avait absolument pas été perçue par la masse paysanne¹³. C'était un problème culturel, le même que celui des paysans somaliens.

Les deux facteurs, l'inflation d'une part et la séparation des marchés d'autre part, agissent simultanément sur le prix du travail avec des conséquences dramatiques : aujourd'hui une journée de travail est payée quatre fois moins qu'il y a tout juste deux ans ! L'absence d'un instrument régulateur extrêmement important comme les syndicats finit par faire sentir ses effets sur le bien-être même des familles.

Enfin, si je peux me permettre une généralisation, le cas de Marerrey me porte à conclure qu'une société paysanne dans laquelle le marché "autorégulé" réussit à s'insérer à travers la *nicchia*

13. Immanuel Wallerstein, *Il sistema Mondiale dell'Economia*, Il Molino Bologna, 1980, pag. 280-285.

ouverte par les consommations, est fatalement destinée à succomber, à s'appauvrir. L'État est, dans bien des pays du prétendu Tiers-Monde, le grand absent.